

(1)

(N° 51.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 1910.

Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1911 (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (1), PAR M. VERHAEGEN.

MESSIEURS,

Le projet de budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1911, bien qu'il présente une augmentation de 459,250 francs sur le budget de 1910, en ce qui concerne les dépenses ordinaires, est en diminution de fr. 399,262.45, pour l'ensemble des crédits demandés, sur celui de l'exercice précédent.

La diminution sur l'ensemble provient de la réduction des dépenses exceptionnelles projetées.

Celles-ci tombent de fr. 1,483,512.45 à 625,000 francs, le budget ne comportant plus, comme en 1910, de crédit exceptionnel pour l'Exposition de Bruxelles.

*
* *

Le budget a été, dans les sections, l'objet des votes que voici :

1 ^{re} section.	8 oui	12 non	0 abstention;
2 ^e —	12 —	10 —	0 —
3 ^e —	16 —	6 —	0 —
4 ^e —	12 —	6 —	1 —
5 ^e —	11 —	12 —	0 —
6 ^e —	12 —	5 —	3 —
	<u>71</u>	<u>51</u>	<u>6</u>

Trois sections se sont bornées à consigner au procès-verbal le résultat de leur vote et à nommer leur rapporteur.

(1) Budget, n° 4viii.

(2) La section centrale, présidée par M. Cooreman, était composée de MM. Léonard, Tibbaut, Verhaegen, Moyersoen, Debunne, Victor Delporte.

Dans aucune des sections le procès-verbal ne permet de constater que des échanges de vues ou des discussions aient eu lieu entre les membres.

Quelques vœux individuels sont mentionnés. Il en a été donné connaissance à la section centrale.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

Le rôle du Ministère de l'Industrie et du Travail.

Celui qui prend connaissance des articles du Budget de l'Industrie et du Travail, se rend aisément compte que les 23,5 millions demandés au Parlement ont pour objet à peu près exclusif la formation professionnelle et la protection des travailleurs industriels, ainsi que les allocations de 65 francs aux vieux ouvriers.

L'intervention de l'État en vue de porter remède à la faiblesse de ceux qui, par leur travail, contribuent à la prospérité du pays, apparaît aujourd'hui comme un impérieux devoir social.

La liberté économique illimitée, en honneur pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, revêt à tous les yeux clairvoyants le caractère d'une injustifiable supériorité accordée aux forts sur les faibles.

Tout homme sensé comprend aujourd'hui que la loi de l'offre et de la demande est tout simplement une loi naturelle et qu'il appartient au législateur soucieux des intérêts et du respect des droits de tous, de la contenir dans d'humaines limites, — tout comme il incombe à l'ingénieur de tracer à la loi naturelle des marées les limites que commande la sécurité des riverains.

Le chemin parcouru depuis l'institution du Ministère de l'industrie et du travail est considérable et tout permet d'espérer que le Gouvernement, dont l'histoire, sur le terrain de la protection sociale, se résume en quelque manière dans le budget que nous avons sous les yeux, tiendra à honneur de persévérer dans la voie qu'il s'est tracée.

Les progrès récents.

La section centrale constate avec satisfaction que plusieurs des vœux qu'elle formulait l'an dernier, à propos du projet de budget de 1910, ont reçu de la part du Gouvernement un accueil favorable.

Le crédit de l'article 12, relatif à l'enseignement professionnel, a été majoré de 100,000 francs. Il atteint, pour 1911, la somme respectable de 2,250,000 francs. Si l'on tient compte des sacrifices faits, en vue du même objet, par les communes, les provinces et les particuliers, l'on arrive à constater une dépense totale annuelle qui ne doit guère être inférieure à 7 millions.

Le crédit de l'article 26, relatif aux caisses de prévoyance et aux sociétés mutualistes, a été majoré de 80,000 francs et porté à 400,000 francs en 1910. Le projet du budget pour 1911 prévoit une augmentation nouvelle de 200,000 francs et porte le crédit total à 600,000 francs.

Le crédit de 300,000 francs prévu au budget de 1910 en faveur de l'inspection du travail est porté à 328,000 francs (art. 52), en vue de renforcer le personnel de l'inspection et d'accorder à certains agents une augmentation normale de traitement.

L'article 33 porte une majoration de 100,000 francs en faveur des sociétés mutualistes reconnues ayant pour objet l'affiliation de leurs membres à la Caisse générale de retraite. Le crédit atteint ainsi, pour 1911, la somme de 1,200,000 francs.

* * *

L'article 29 mentionne, pour la première fois, la *Commission permanente des unions professionnelles reconnues, des bourses paritaires du travail et des caisses de prévoyance et de secours en faveur des victimes du chômage involontaire* dont la section centrale a fréquemment demandé l'institution depuis plusieurs années.

Des renseignements puisés à bonne source permettent d'affirmer que la nomination des membres de la Commission est imminente.

La section centrale remercie M. le Ministre de l'industrie et du travail de la sollicitude éclairée dont il fait preuve envers la trilogie des œuvres qui ont pour objet le salaire de l'ouvrier. Elle forme le vœu que la commission nouvelle, en aidant au développement des unions professionnelles reconnues, à celui des bourses paritaires du travail et des caisses de prévoyance et de secours en faveur des victimes du chômage involontaire, travaille efficacement à étendre et à affermir la paix sociale.

* * *

Le premier rapport relatif à l'exécution de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, dont M. le Ministre annonçait, l'an dernier, la prochaine publication, a paru.

Il permet de se rendre compte des mesures qui concernent l'organisation et le fonctionnement de l'assurance et de la garantie, ainsi que de l'élaboration de la statistique des accidents du travail. Une documentation abondante complète ce rapport.

La première période de mise en vigueur de la loi a fait naître d'autres questions et provoqué du même coup des critiques et des vœux.

Les travailleurs demandent notamment que le chef d'entreprise soit tenu de laisser le choix du médecin à l'ouvrier victime d'accident. Ce dernier aurait à opérer ce choix sur une liste de médecins aussi étendue que possible; — l'on demande, en outre, que la gratuité des frais médicaux et pharmaceutiques soit assurée au blessé aussi longtemps que son état de santé l'exigera; que la répartition de la rente viagère incombant au chef d'entreprise, en cas d'accident mortel, soit faite d'une façon plus équitable entre les ayants droit.

La section centrale exprime le vœu que M. le Ministre de l'Industrie et du Travail soumette à l'examen de la Commission des accidents du travail

les demandes de modifications à la loi rappelées ci-dessus et celles qui viendraient encore à se produire.

*
* *

A l'article 50, le subside à la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail a été rétabli au taux de 90,000 francs. La section centrale en remercie M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Vœux émis dans les sections.

Un membre a demandé des renseignements sur le fonctionnement du fonds de garantie prévu par la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Le rapport présenté aux Chambres législatives par M. le Ministre de l'Industrie et du Travail renferme les renseignements demandés.

*
* *

Un membre s'est plaint de l'inobservation des prescriptions légales fixant l'âge d'admission des enfants au travail et réglementant le travail de nuit dans les verreries, les émailleries, les boulonneries, les visseries, etc.

Vœux émis en section centrale.

La section centrale signale au Ministre les vœux suivants émis par le Congrès de la Petite Bourgeoisie, réuni à Bruxelles en septembre 1910 :

« 1° Que les Chambres législatives votent, au cours de la prochaine session, le projet de la loi prohibant l'emploi abusif des « extra »;

» 2° Que le nombre des délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail soit augmenté, de manière à assurer plus efficacement la constatation et la répression des infractions aux dispositions légales relatives au repos du dimanche;

» 3° Qu'un arrêté royal intervienne en vue d'assurer plus largement le repos du dimanche à certains patrons boutiquiers victimes, autant que leur personnel, des exigences du public. »

Le premier de ces vœux demande le vote d'un projet de loi déposé par le Gouvernement. La section centrale s'y associe volontiers.

*
* *

Un membre a demandé une notable augmentation du crédit affecté à l'inspection du travail, en vue de permettre la nomination d'un certain nombre d'inspecteurs nouveaux.

Le même membre a exprimé le vœu qu'à l'instar de ce qui, d'après lui, serait pratiqué en France, les inspecteurs du travail fassent connaître aux personnes qui leur signalent des faits abusifs la suite donnée à ces réclamations.

La section centrale signale ce vœu à l'attention de M. le Ministre.

* * *

A propos de l'article 26, un membre a exprimé le vœu qu'une loi vienne régler le taux de l'intervention de l'État en faveur des Caisses d'assurance contre l'invalidité permanente prématurée. Il a signalé, à ce propos, la proposition de loi déposée le 9 décembre 1908 par MM. Tibbaut et consorts.

A l'article 33, un membre demande que la pension d'un franc par jour aux ouvriers mineurs âgés de 55 ans soit assurée par le moyen de subsides que l'État accorderait aux Caisses de prévoyance, comme il en accorde aux mutualités de retraite.

* * *

L'échange de vues qui s'est produit entre les membres de la section centrale, a abouti à un certain nombre de questions à poser au Gouvernement.

Nous les reproduisons avec les réponses de l'honorable Ministre de l'Industrie et du Travail.

1^{re} QUESTION.

La section centrale, chargée de l'examen du budget du Ministère de l'Industrie et du Travail, désire recevoir un tableau indiquant les lois et, éventuellement, les arrêtés royaux et, en résumé, pour chacun de ces documents, les dispositions qui prescrivent l'intervention des inspecteurs du travail.

RÉPONSE.

Travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.

Loi du 13 décembre 1889	concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.	ART. 12. — Des fonctionnaires désignés par le Gouvernement surveillent l'exécution de la loi.
<i>Réglementation du travail journalier et du travail de nuit des personnes protégées en exécution des articles 4 et 6 de la loi du 13 décembre 1889.</i>		
Arrêté royal du 26 décembre 1892, modifié par arrêté royal du 6 juillet 1904	concernant la filature et le tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.	ART. 12 de la loi. — Des fonctionnaires désignés par le Gouvernement surveillent l'exécution de la loi.
Arrêté royal du 26 décembre 1892	concernant l'industrie lainière.	—
—	concernant l'impression des journaux.	—
—	concernant les industries d'art.	—
Arrêté royal du 26 décembre 1892 modifié par arrêté royal du 31 mars 1903	— la fabrication du papier.	—

Arrêté royal du 26 décembre 1892	concernant les tabacs et cigares.	Art. 12 de la loi du 13 décembre 1889.
—	— la fabrication du sucre.	—
—	— le mobilier et les industries accessoires du bâtiment.	—
—	concernant la poterie et la faïence.	—
—	— l'industrie de la glacerie.	—
—	— les produits réfractaires.	—
—	— les allumettes chimiques.	—
—	— l'industrie du bâtiment.	—
—	— les laminoirs à zinc.	—
—	— la cristallerie et la gobeletterie.	—
—	concernant les industries accessoires du vêtement (1 ^{re} catégorie).	—
—	concernant les industries accessoires du vêtement (2 ^e catégorie).	—
—	concernant la grosse construction mécanique.	—
—	concernant la petite construction mécanique.	—
Arrêté royal du 29 novembre 1898	concernant les fabriques de produits émaillés.	—
Arrêté royal du 22 septembre 1896	concernant les briqueteries et tuileries « à la main » et autres exploitations similaires.	—
Arrêté royal du 3 novembre 1898	concernant les fabriques de conserves de poissons.	—
Arrêté royal du 31 décembre 1892	concernant l'industrie du verre à vitres.	—
Arrêté royal du 4 novembre 1894	concernant les industries non visées par les arrêtés précédents.	—

Interdiction de l'emploi de personnes protégées dans certaines industries et réglementation spéciale de leur travail dans d'autres industries, en exécution de l'article 3 de la loi du 13 décembre 1889.

Arrêté royal du 19 février 1895	concernant diverses industries.	Art. 12 de la loi du 13 décembre 1889.
Arrêté royal du 5 août 1895	concernant les magasins de chiffons.	—

Repos du dimanche.

Loi du 17 juillet 1905.	sur le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales.	Art. 13. — Les Délégués du Gouvernement surveillent l'exécution de la loi et constatent les infractions.
Arrêté royal du 28 juillet 1906	pris en application de l'article 9 de la loi et déterminant le régime applicable à certaines catégories d'ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889 : glacerie, cristallerie, gobeletterie, verrerie à vitres.	—

Arrêté royal du 27 mai 1907	pris en application de l'article 9, alinéa 2, de la loi et déterminant, en ce qui concerne les fabriques de conserves de légumes, le régime applicable aux ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889.	Art. 13 de la loi du 17 juillet 1905.
Arrêtés royaux des 15 avril et 18 août 1907 et 3 décembre 1910	pris en application de l'article 5, alinéa 2, de la loi déterminant les catégories d'industries où le travail de l'équipe de nuit peut être prolongé jusqu'au dimanche matin à 6 heures.	—

Règlements d'atelier.

Loi du 15 juin 1896	sur les règlements d'atelier.	Art. 14. — Les délégués du gouvernement surveillent l'exécution de la loi.
Arrêté royal du 4 septembre 1896	pris en exécution de l'art. 5 de la loi.	—
Arrêté royal du 31 mai 1899	étendant l'application de la loi sur les règlements d'atelier aux entreprises qui emploient 5 ouvriers au moins.	—

Paiement des salaires et mesurage du travail.

Loi du 16 août 1887 (complétée par les lois des 15 et 17 juin 1896 et du 31 juillet 1901)	concernant le paiement des salaires aux ouvriers.	Loi du 11 avril 1896 chargeant les délégués à l'inspection du travail de veiller à l'exécution de la loi.
Loi du 30 juillet 1901	réglementant le mesurage du travail des ouvriers.	Art. 6. — Les délégués du gouvernement pour l'inspection du travail et les vérificateurs des poids et mesures sont chargés de surveiller à l'exécution de la loi.
Arrêté royal du 1 ^{er} octobre 1903	concernant l'application à l'industrie du tissage de la loi du 30 juillet 1901.	—
Arrêté royal du 16 juillet 1905	concernant l'application à l'industrie du tissage de la loi du 30 juillet 1901.	—

Santé et sécurité des ouvriers.

Loi du 2 juillet 1899	concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales.	Art. 3. — Les délégués du Gouvernement pour la surveillance de l'exécution de la loi ont la libre entrée dans les locaux affectés à l'entreprise.
Arrêté royal du 30 mars 1905	prescrivant les mesures à observer en vue de protéger la santé et la sécurité des ouvriers dans les entreprises industrielles et commerciales, assujetties à la loi du 24 décembre 1903.	Art. 56. — Les inspecteurs du travail et les délégués à l'inspection du travail sont chargés de surveiller l'exécution du présent arrêté.
Arrêté royal du 31 mars 1905	prescrivant les mesures spéciales à observer dans l'industrie du bâtiment, les travaux de construction et de terrassement en général.	Art. 21. — Les inspecteurs du travail et les délégués à l'inspection du travail sont chargés de surveiller l'exécution du présent arrêté.
Arrêté royal du 25 juillet 1910	concernant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiment.	Art. 19. — Les inspecteurs du travail et les délégués à l'inspection du travail sont chargés de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Arrêté royal du 20 novembre 1906 (modifié par arrêté royal du 7 septembre 1910)	prescrivant les mesures spéciales à observer dans les entreprises de chargement, de déchargement, de réparation et d'entretien des navires et bateaux.	ART. 46. — Les inspecteurs du travail et les délégués à l'inspection du travail sont chargés de surveiller l'exécution du présent arrêté.
Arrêté royal du 20 août 1908	prescrivant la désinfection des crins employés dans les fabriques de brosses.	ART. 3 de la loi du 2 juillet 1899 (Voir ci-dessus).
Loi du 25 juin 1905	prescrivant de mettre des sièges à la disposition des employés de magasin.	ART. 2. — Les délégués du gouvernement ont la libre entrée dans les locaux soumis à la loi. Ils en surveillent l'exécution.
Loi du 30 avril 1909	concernant le logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers.	ART. 3. — Les délégués du gouvernement pour la surveillance de l'exécution de la présente loi ont la libre entrée dans les locaux.
Arrêté royal du 15 juin 1910	prescrivant les mesures propres à assurer la salubrité, la sécurité et la décence des locaux affectés temporairement au logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (entrera en vigueur le 1 ^{er} janvier 1911).	ART. 21. — Les inspecteurs du travail et les délégués à l'inspection du travail sont chargés de surveiller l'exécution de l'arrêté.

Régime des établissements classés et des carrières à ciel ouvert.

Dispositions concernant spécialement la sûreté, la salubrité et la commodité publiques.

Arrêté royal du 29 janvier 1863	relatif au mode d'autorisation et à la surveillance des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes.	ART. 14. — ... La haute surveillance de ces établissements s'exerce par les soins de fonctionnaires ou agents délégués (actuellement les inspecteurs du travail et délégués à l'inspection) à cet effet par le Ministre de l'Intérieur.
Arrêté royal du 31 mai 1887	concernant les établissements classés soumis au régime simplifié d'autorisation.	—
Arrêté royal du 27 mars 1891	relatif à l'installation et à la surveillance des établissements classés, qui sont créés ou exploités par l'Etat.	ART. 4. — Ces établissements restent soumis à la haute surveillance instituée par l'article 14 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863.
Arrêté royal du 26 juin 1908	déterminant le régime spécial applicable aux établissements classés, à ériger à titre temporaire.	ART. 14 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863.
Arrêté royal du 13 juillet 1908	concernant la réglementation des cinématographes.	ART. 14. —

Dispositions concernant spécialement la salubrité intérieure des ateliers et la protection des ouvriers contre les accidents du travail.

Arrêté royal du 27 décembre 1886	relatif aux autorisations en matière d'établissements classés.	ART. 7. — L'intervention des inspecteurs des établissements dangereux, insalubres ou incommodes peut être réclamée.
Arrêté royal du 21 septembre 1894 (cet arrêté n'est plus applicable qu'aux établissements classés non assujettis au règlement général du 30 mars 1905)	concernant la salubrité des ateliers et la protection contre les accidents.	Article 14 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863.

Arrêté royal du 3 octobre 1898	imposant aux exploitants des établissements dangereux, insalubres ou incommodes l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour assurer les premiers soins aux ouvriers victimes d'accidents du travail.	Art. 14 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863.
Arrêté royal du 28 octobre 1899	assurant la protection des ouvriers employés aux abords des fosses de longage dans les verreries à vitres.	—
Arrêté royal du 31 mai 1887	donnant la classification des établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes (cette nomenclature a été modifiée par des arrêtés subséquents).	—

Dispositions concernant certaines industries particulièrement insalubres.

Arrêté royal du 25 mars 1890, modifié par les arrêtés royaux des 12 février 1895 et 17 novembre 1902	portant réglementation du travail dans les fabriques d'allumettes chimiques.	Art. 14 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863.
Arrêté royal du 18 avril 1898 complétant et modifiant les arrêtés, en date du 25 mars 1890 et 12 février 1895	réglementant la prise d'échantillons de pâtes d'allumettes.	Art. 1 ^{er} . — Les inspecteurs du travail procéderont à la saisie d'échantillons des pâtes.
Arrêté royal du 8 juillet 1898	réglementant les prises d'échantillons d'allumettes chimiques dans les dépôts ou magasins.	Art. 1 ^{er} . — Les inspecteurs du travail procéderont à la saisie d'échantillons des allumettes qui leur paraîtraient suspectes.
Arrêté royal du 5 novembre 1910	concernant la fabrication de la céruse et autres composés de plomb (à partir du 1 ^{er} janvier 1911 remplacera les arrêtés royaux des 31 décembre 1894 et 17 novembre 1902 concernant le même objet).	Art. 7. — Les inspecteurs du travail et les délégués à l'inspection du travail sont chargés de surveiller l'exécution du présent arrêté.
Arrêté royal du 4 février 1895	concernant la vaccination des ouvriers employés à la manipulation des chiffons.	Art. 3. — Les certificats de vaccination et de revaccination seront conservés à la disposition des agents de l'autorité.

Carrières à ciel ouvert.

Loi du 24 mai 1898	concernant la police et la surveillance des carrières.	
Arrêté royal du 16 janvier 1889	concernant la police et la surveillance des carrières à ciel ouvert.	Les articles 22, 23, 24 attribuent la surveillance administrative aux ingénieurs des mines ou aux inspecteurs du travail, selon les régions du pays.

Contrat de travail.

Loi du 10 mars 1900	sur le contrat de travail.	Certaines prescriptions de cette loi qu'il y a lieu de mettre en rapport avec celles des lois du 16 août 1887 et du 15 juin 1896 intéressent l'inspection du travail.
---------------------	----------------------------	---

Réparation des accidents du travail.

Loi du 24 décembre 1903	sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.	ART. 24. — La déclaration de l'accident est faite par écrit à l'inspecteur du travail. S'il résulte de la déclaration que le chef d'entreprise ne reconnaît pas que la loi soit applicable à l'accident signalé, l'inspecteur du travail procédera à une enquête sur les causes de l'accident.
Arrêté royal du 24 décembre 1904	réglant les déclarations d'accident.	—

Inspection du travail.

Loi du 5 mai 1888	relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur.	ART. 1 ^{er} . — Les délégués du Gouvernement chargés de l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, de même que les fonctionnaires chargés de la visite des machines et chaudières à vapeur, ont la libre entrée des fabriques, usines, etc.
Arrêté royal du 22 octobre 1895	réglant les attributions respectives du Département de l'Agriculture et du Département de l'Industrie et du Travail en matière d'établissements classés.	—
Arrêté royal du 22 octobre 1895	portant réorganisation de l'inspection du travail et des établissements dangereux, insalubres et incommodes.	Cet arrêté indique les attributions des inspecteurs du travail.
Arrêté royal du 14 juin 1899	chargeant les inspecteurs du travail de procéder aux épreuves que doivent subir, en vue de leur transport, les récipients destinés à contenir des gaz liquéfiés ou comprimés.	—

Céruse.

Loi du 20 août 1909.	relative à l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture.	ART. 8. — Les délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail ont qualité pour constater les infractions.
Arrêté royal du 20 juillet 1910	concernant la vente, le transport et l'emploi de la céruse en poudre, en morceaux ou en pains, destinée à des usages autres que les travaux de peinture.	ART. 10. — Les délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail ont qualité pour constater les infractions.

2^e QUESTION.

Quel est, pour le 6^e district de l'Inspection du travail comprenant Courtrai, Thielt, Ypres et Roulers, le nombre des établissements inspectés et le nombre global des ouvriers attachés à ces établissements?

La section centrale désire connaître les nombres en question pour chacun des arrondissements administratifs de Courtrai, de Thielt, d'Ypres et de Roulers.

RÉPONSE.

6^e district.

ARRONDISSEMENTS ADMINISTRATIFS.	Nombre des établissements inspectés.	Nombre total des ouvriers.
Courtrai	640	18,045
Thielt	281	3,890
Ypres	438	3,296
Roulers	682	13,647
Total pour le 6 ^e district.	2,041	38,878

3^e QUESTION.

Quel est, pour l'arrondissement administratif de Courtrai, le nombre des établissements où est pratiqué l'écangage du lin?

Quel est le nombre total des ouvriers employés à ce travail ?

Tous ces établissements sont-ils inspectés?

L'inspection du travail y a-t-elle relevé des procédés de travail nuisibles à la santé des ouvriers? Qu'a-t-elle fait, en cas de réponse affirmative, pour y remédier?

RÉPONSE.

Dans l'arrondissement administratif de Courtrai, il y a 247 teillages de lin occupant 7,180 ouvriers. Ces établissements sont tous inspectés.

Le teillage du lin et le battage des déchets de lin donnent lieu à d'abondantes poussières.

Pour remédier à ces inconvénients, l'inspecteur du travail exige le placement de ventilateurs.

4^e QUESTION.

La section centrale désire savoir comment le Gouvernement propose de répartir le crédit de 360,000 francs prévu à l'article 53 (nouveau).

RÉPONSE.

La répartition que mon Département a provisoirement arrêtée, en tenant compte des prévisions, s'établit approximativement comme suit :

Exposition de Charleroi 200,000 francs.

Exposition de Turin 160,000 francs.

5^e QUESTION.

Monsieur le Ministre pourrait-il faire connaître à la section centrale quels sont les Gouvernements qui interviennent, par voie de subsides, pour aider

les caisses d'assurance contre le chômage involontaire et quelle est l'importance de cette intervention.

RÉPONSE.

I. *France*. — Depuis 1905, il est porté chaque année au budget de l'État, un crédit de 110,000 francs destiné à être réparti en subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire.

Sur cette somme, il a été distribué, en 1909, 42,019 francs.

II. *Danemark*. — Une loi du 9 avril 1907 prévoit l'allocation par l'État de subventions aux caisses professionnelles de chômage.

Les subsides payés par le Gouvernement en application de cette loi se sont élevés pour 1908-1909 à 576,159 couronnes.

III. *Norvège*. — Par une loi du 12 juin 1906, il a été imposé à l'État la charge de supporter le quart des dépenses faites par les associations professionnelles pour les caisses de chômage. Le Gouvernement a toutefois le droit de récupérer les deux tiers de la subvention sur les districts ruraux et les communes urbaines où les chômeurs ont résidé pendant six mois consécutifs durant les cinq dernières années.

Pendant deux ans, cette loi est restée en quelque sorte sans application par suite du refus de la plupart des caisses professionnelles de chômage, de se soumettre aux conditions prescrites.

Une nouvelle loi du 25 juillet 1908, ayant introduit certaines modifications — notamment le montant de l'intervention de l'État a été porté du quart au tiers —, les associations intéressées semblent plus disposées à solliciter les subsides de l'État.

Le chiffre des subsides qui ont été alloués par le Gouvernement en application de ces lois n'a pas été publié jusqu'ici, à la connaissance de mon administration.

IV. *Grand-Duché de Luxembourg*. — Depuis 1905, il est voté chaque année par la Chambre des députés un crédit de 1,500 francs pour subventionner les caisses d'assurance contre le chômage involontaire.

V. *Pays-Bas*. — Le Gouvernement a déposé en 1907 un projet de loi ayant pour objet de mettre annuellement à la disposition de l'État, un crédit de 6,000 florins destiné à indemniser les communes ayant fait des dépenses pour l'assurance-chômage.

VI. *Italie*. — La Chambre des députés a voté cette année un projet de loi comportant un crédit de 100,000 livres en vue de l'octroi par le Gouvernement de subventions aux caisses de chômage involontaire. Ce projet n'a pas encore été ratifié par le Sénat.

*
* *

La section centrale chargée de l'examen du Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour 1910, a fait accueillir par la Chambre, d'accord

avec M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, l'adjonction d'un article nouveau ainsi conçu :

« ART. 54. — Frais de publication du rapport de la Commission spéciale
» à instituer par le Ministre en vue d'étudier, au cours de l'année 1910, les
» dommages que présentent pour les ouvriers l'industrie de la boulangerie
» et de la pâtisserie, et les moyens de parer aux abus qui seraient révélés :
» 1000 francs. »

Notre section centrale a demandé à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail l'état actuel des études de la Commission spéciale qu'il a instituée. Elle a reçu la réponse que voici :

Bruxelles, le 20 décembre 1910.

*A Monsieur Verhaegen, membre de la Chambre des représentants,
rapporteur de la section centrale chargé de l'examen du Budget
du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1911, à
Gand.*

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

L'enquête prévue à l'article 54 du Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'année 1910 a été commencée le 7 juillet dernier ; afin d'en assurer la parfaite unité, elle a été confiée au service central de l'Inspection du Travail.

Environ 180 établissements, répartis dans les arrondissements de Bruxelles, Liège, Verviers et Courtrai, ont été visités depuis cette date. De très notables différences ayant été relevées concernant l'organisation du travail, et des divergences de vues s'étant manifestées chez les patrons et les ouvriers au sujet des mesures préconisées, il y a lieu de poursuivre l'étude dans les autres grands centres du pays.

Nonobstant le grand nombre et la complexité des questions soulevées au cours de l'enquête, il est à prévoir qu'elle pourra être terminée dans un délai de six mois.

Agréé, Monsieur le Rapporteur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre,

ARM. HUBERT.

Si le compte rendu de l'enquête n'a pu être publié en même temps que le projet de Budget de l'Industrie et du Travail pour 1911, l'étude poursuivie par l'Inspection du Travail s'étendra aux grands centres du pays, et tout permet d'espérer qu'elle projettera une pleine lumière sur les questions soulevées par les syndicats chrétiens d'ouvriers boulangers. Ceux-ci — on se le rappellera — se sont adressés à la Chambre et d'autres syndicats se sont adressés

à l'opinion publique en vue d'obtenir, par une réglementation légale du travail dans les boulangeries et les fabriques de pain, la suppression du travail de nuit et l'interdiction de travailler le dimanche, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles.

*
* *

La section centrale a appris avec satisfaction que M. le Ministre de l'Industrie et du Travail vient de saisir le Conseil supérieur du Travail de la question du *contrat collectif du travail*.

Elle tient à le féliciter de cette initiative et formule l'espoir que la loi belge offrira bientôt aux intéressés, chefs d'entreprise et ouvriers, le moyen de recourir à ce mode nouveau de régler les rapports entre le capital et le travail.

Le budget a été voté à l'unanimité, moins une voix, des membres présents.

Le Rapporteur,

VERHAEGEN.

Le Président,

COOREMAN.



(Nr 81.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 DECEMBER 1910.

Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1911 (1)

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERHAEGEN.

MIJNE HEEREN,

Ofschoon het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid 439,230 frank meer bedraagt aan gewone uitgaven, voor het dienstjaar 1911, toch is er, vergeleken met het vorige dienstjaar, eene vermindering van fr. 399,262.43 op de gezamenlijke aangevraagde kredieten.

De vermindering op het geheel is het gevolg van de ontworpen mindere uitzonderlijke uitgaven.

Deze dalen van fr. 1,483,512.43 tot 623,000 frank, daar er niet meer, zooals in 1910, een uitzonderlijk krediet is uitgetrokken voor de Brusselsche Tentoonstelling.

* * *

In de afdeelingen werd voor de Begrooting gestemd als volgt :

1 ^{ste} afdeeling	8 ja	12 neen	0 onthouding;
2 ^e —	12 —	10 —	0 —
3 ^e —	16 —	6 —	0 —
4 ^e —	12 —	6 —	1 —
5 ^e —	11 —	12 —	0 —
6 ^e —	12 —	5 —	3 onthoudingen.
	<u>71</u>	<u>51</u>	<u>6</u>

(1) Begrooting, nr 4 VIII.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Cooreman, bestond uit de heeren Léonard, Tibbaut, Verhaegen, Moyersoen, Debunne, Victor Delporte.

Drie afdeelingen hebben er zich bij bepaald, den uitslag van hare stemming te vermelden in het proces-verbaal en haren verslaggever te benoemen.

Uit het verslag van geene enkele afdeeling blijkt, dat er onder de leden gedachtenwisseling of beraadslaging ontstond.

Eenige individueele wenschen zijn vermeld. Daarvan werd kennis gegeven aan de Middenafdeeling.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

De zending van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

Hij, die inzage neemt van de artikelen der Begrooting van Nijverheid en Arbeid, ziet dadelijk dat de aan het Parlement gevraagde 23.5 miljoen bijna uitsluitend dienen voor de beroepsopleiding en de bescherming der nijverheidsarbeiders, alsmede voor het toekennen van het pensioen van 63 frank aan oude werklieden.

Staats tegemoetkoming tot het verhelpen van de zwakheid van hen, die door hun arbeid bijdragen tot 's lands voorspoed, doet zich thans voor als een dringende maatschappelijke plicht.

De onbeperkte economische vrijheid, in eere tijdens de grootste helft der XIX^e eeuw, wordt door ieder helderziend oog beschouwd als eene niet te rechtvaardigen overmacht, aan de sterken op de zwakken toegekend.

Elk verstandig man begrijpt heden, dat de wet van aanbod en vraag eenvoudig eene natuurwet is; dat de wetgever, bezorgd om de belangen van en den eerbied voor de rechten van allen, ze binnen menschelijke grenzen behoort te houden, evenals de ingenieur aan de natuurwet van het getij de perken moet stellen, gevegd door de veiligheid der oeverbewoners.

Sedert de oprichting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid is reeds een aanzienlijke weg afgelegd en alles laat toe te hopen, dat de Regeering, welker geschiedenis in zake van sociale bescherming als 't ware besloten ligt in de onderhavige begrooting, er prijs zal op stellen te volharden op de ingeslagen baan.

De jongste vooruitgang.

Met genoegen stelt de Middenafdeeling vast, dat vele van de wenschen, verleden jaar door haar geuit naar aanleiding der begrooting van 1910, een gunstig onthaal vonden bij de Regeering.

Het krediet, voorkomende onder artikel 12, betreffende het vakonderwijs, is verhoogd met 100,000 frank. Voor 1911 bereikt het de aanzienlijke som van 2,230,000 frank. Neemt men in acht de opofferingen, met hetzelfde doel gedaan door de provinciën, door de gemeenten en door bijzondere personen, dan komt men tot eene jaarlijksche uitgave van weinig minder dan 7 miljoen.

Het krediet onder artikel 26, ten behoeve van de voorzorgskassen en van de mutualiteiten, werd in 1910 verhoogd met 50,000 frank en gebracht tot

op 400.000 frank. Het ontwerp van begrooting, voor 1911, voorziet nogmaals 200,000 frank meer, zoodat het krediet 600,000 frank bedraagt.

Het krediet van 500,000 frank, op de begrooting van 1910 uitgetrokken voor het arbeidstoezicht, is tot op 325,000 frank gebracht (art. 32), ten einde het personeel van den toezichtsdienst te versterken en eene normale verhooging van jaarwedde te verleenen aan sommige beampten.

Artikel 33 behelst eene verhooging van 100,000 frank voor de erkende mutualiteiten, die ten doel hebben hare leden aan te sluiten bij de Algemeene Lijfrentekas. Zoo bereikt het krediet, voor 1911, de som van 1,200,000 frank.

* * *

Voor de eerste maal vermeldt artikel 29 de *« Bestendige Commissie voor de erkende vakverenigingen, voor de paritaire arbeidsbeurzen, voor de kassen van voorzorg en onderstand ten bate van slachtoffers van onvrijwillige werkloosheid »*. Sedert verscheidene jaaren had de Middenafdeeling menigmaal de instelling daarvan gevraagd.

Volgens inlichtingen uit goede bron, mag worden bevestigd dat de leden der Commissie eerlang zullen benoemd worden.

De Middenafdeeling zegt den heer Minister dank voor de helderziende bezorgdheid, door hem aan den dag gelegd jegens het verbonden drietal instellingen die het loon des arbeiders betreffen. Zij uit den wensch, dat de nieuwe commissie, bijdragend tot de uitbreiding van de vakverenigingen, tot die van de paritaire arbeidsbeurzen en van de verzorgs- en onderstandskassen ten bate van slachtoffers van onvrijwillige werkloosheid, doelmatig ijvere om den socialen vrede te bevorderen en te versterken.

* * *

Het eerste verslag over de uitvoering der wet van 24 December 1903 op de vergoeding van schade voortspuitende uit arbeidsongevallen, verleden jaar door den heer Minister aangekondigd, is thans verschenen.

Daarmede kan men zich rekenschap geven van de maatregelen betreffende de inrichting en werking van de verzekering en van den waarborg, alsmede van de opmaking der statistiek omtrent de arbeidsongevallen. Talrijke bescheiden verrijken het verslag.

In het eerste tijdvak der uitvoering van de wet zijn andere vraagstukken opgerezen, ook bekijbelingen en wenschen uitgebracht.

De arbeiders vragen, met name, dat het hoofd van onderneming verplicht worde den werkman, wien een ongeval overkomt, vrij te laten in de keuze van den geneesheer. De werkman zou hem uitkiezen op eene lijst van geneesheeren, zoo uitgebreid als mogelijk; daarenboven wordt gevraagd om kosteloze verpleging en artsennij, zoolang de gezondheidstoestand van den gewonde zulks vergt; dat de lijfrente, door het hoofd der onderneming verschuldigd wanneer het geldt een ongeval met doodelijken afloop, op meer rechtvaardige wijze worde verdeeld onder de rechthebbenden.

De Middenafdeeling spreekt den wensch uit, dat de heer Minister van Nijverheid en Arbeid aan de Commissie voor de arbeidsongevallen zou voorleggen de bovenbedoelde vragen tot wijziging van de wet, alsmede die welke verder zouden ingediend worden.

*
* *

Bij artikel 50 is de toelage aan de Voorzorgs- en Onderstandskas ten bate van slachtoffers van arbeidsongevallen opnieuw gebracht tot op 90,000 frank. Daarvoor betuigt de Middenafdeeling den Minister haren dank.

Wenschen uitgebracht in de afdeelingen.

Een lid vroeg inlichtingen over de werking van het waarborgfonds, voorzien bij de ongevallenwet van 24 December 1903.

Het verslag van den Minister van Nijverheid en Arbeid aan de Wetgevende Kamers bevat de verlangde inlichtingen.

*
* *

Een lid klaagt over de niet-naleving van de wetsbepalingen vaststellende den leeftijd, waarop de kinderen worden toegelaten tot den arbeid, en regelende het nachtwerk in glasblazerijen, emailleer-, klinknagel-, schroevenfabrieken, enz.

Wenschen uitgedrukt in de Middenafdeeling.

De Middenafdeeling vestigt de aandacht van den Minister op de volgende wenschen, uitgebracht door het Congres van den Middenstand, in September 1910 te Brussel gehouden.

« 1^o Dat de Wetgevende Kamers in den loop van den aanstaanden zittijd zouden stemmen het ontwerp van wet tot het verbieden van wederrechtelijk gebruik van « extra's »;

» 2^o Dat het getal regeeringsafgevaardigden voor het arbeidstoezicht worde vermeerderd, op zoodanige wijze dat doelmatiger zij verzekerd het vaststellen en beteugelen van de overtredingen der wetsbepalingen betreffende de Zondagsrust;

» 3^o Dat een koninklijk besluit worde uitgevaardigd om in ruimer mate Zondagsrust te verzekeren aan sommige winkeliers, die evenzeer als hun personeel lijden onder de eischen van het publiek. »

De eerste dier wenschen vraagt de stemming van een wetsontwerp, door de Regeering ingediend. Daarmede vereenigt de Middenafdeeling zich volgaarne.

*
* *

Een lid vroeg een merkelyk hooger krediet voor het arbeidstoezicht, ten einde een aantal nieuwe toezieners te kunnen aanstellen.

Hetzelfde lid drukte den wensch uit, dat zooals, volgens hem, in Frankrijk

geschiedt, de arbeidstoezieners aan de personen, die hun onrechtmatige handelingen aanwijzen, het gevolg zouden doen kennen, aan die klachten gegeven.

Op dezen wensch vestigt de Middenafdeeling de aandacht van den Minister.

*
*
*

Naar aanleiding van artikel 26, drukte een lid den wensch uit, dat door eene wet worde geregeld het beloop van 's Rijks bijdrage in de kas tot verzekering tegen voorbarige bestendige invaliditeit. Te dezer gelegenheid wees hij op het wetsvoorstel, dat den 9ⁿ December 1908 werd ingediend door den heer Tibbaut en medeleden.

Bij artikel 33 vraagt een lid dat het pensioen van één frank per dag voor mijnwerkers van 55 jaar worde verzekerd door middel van toelagen, door den Staat te verleen en aan de Voorzorgskassen, evenals hij er verleent aan de pensioen-mutualiteiten.

*
*
*

De gedachtenwisseling onder de leden der Middenafdeeling was oorzaak van een aantal vragen, tot de Regeering te richten.

Wij nemen ze hier over met de antwoorden van den achtbaren Minister.

1^{ste} VRAAG.

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, verlangt in 't bezit te worden gesteld van eene tabel der wetten en, bij voorkomend geval, der koninklijke besluiten, en, beknopt, voor elk van die bescheiden, de bepalingen die de tusschenkomst van de arbeidstoezieners voorschrijven.

ANTWOORD.

Arbeid van vrouwen, jongelingen en kinderen in de nijverheidsinrichtingen.

Wet van 13 December 1889	betreffende den arbeid van vrouwen, jongelingen en kinderen in de nijverheidsgestichten.	ART. 12. — Ambtenaars, door de Regeering aangewezen, houden toezicht op de uitvoering dezer wet.
--------------------------	--	--

Regeling van het dag- en van het nachtwerk der beschermde personen, ter uitvoering van de artikelen 4 en 6 der wet van 13 December 1889.

Koninklijk besluit van 26 December 1892, gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 Juli 1904	betreffende het spinnen en weven van vlas, katoen, hennep en jute.	ART. 12 der wet. — Ambtenaars, door de Regeering aangewezen, houden toezicht op de uitvoering dezer wet.
Koninklijk besluit van 26 December 1892	betreffende de wolnijverheid.	—
—	— het drukken van dagbladen.	—
—	— de takken van kunstnijverheid.	—
Koninklijk besluit van 26 December 1892, gewijzigd bij koninklijk besluit van 31 Maart 1903	— de papiermakerij.	—
Koninklijk besluit van 26 December 1892	— de tabak- en sigarennijverheid.	—

Koninklijk besluit van 26 December 1892	betreffende de meubelnijverheid en de bijhooijige takken der bouwnijverheid.	Art. 12 der wet. — Ambtenaars, door de Regeering aangewezen, houden toezicht op de uitvoering der wet.
—	— de suikermakerij, potten- en gleiwerkbakkerij.	—
—	— de spiegelnijverheid.	—
—	— de vuurvaste voortbrengselen.	—
—	— de strijkhoutjes.	—
—	— de bouwnijverheid.	—
—	— de zinkpletterijen.	—
—	— de kristal- en holglasblazerij.	—
—	— de bijtakken der kleernijverheid (1 ^e reeks).	Art. 12 der wet van 13 December 1889.
—	— de bijtakken der kleernijverheid (2 ^e reeks).	—
—	— de grofsmederij.	—
—	— de kleinsmederij.	—
Koninklijk besluit van 29 November 1898	— de fabrieken van vermalte waren.	—
Koninklijk besluit van 22 September 1896	— de handbrikkerijen en pannenbakkerijen en dergelijke inrichtingen.	—
Koninklijk besluit van 3 November 1898	— de fabrieken voor het inleggen van visch.	—
Koninklijk besluit van 31 December 1892	— de ruitenglasnijverheid.	—
Koninklijk besluit van 4 November 1894	— de nijverheidsinrichtingen, bij de voorgaande besluiten niet voorzien.	—

Verbod, beschermde personen in zekere nijverheidsbedrijven te doen arbeiden, en bijzondere regeling van hunnen arbeid in andere nijverheidsbedrijven, ter uitvoering van artikel 3 der wet van 13 December 1889.

Koninklijk besluit van 19 Februari 1895	betreffende zekere nijverheidstakken.	Art. 12 der wet van 13 December 1889.
Koninklijk besluit van 5 Augustus 1895	betreffende de lompenbergplaatsen.	—

Zondagsrust.

Wet van 17 Juli 1905	op de Zondagsrust in de nijverheids- en handelsondernemingen.	Art. 13. — Degenen, die door de Regeering met het toezicht zijn belast, houden het oog op de uitvoering der wet en stellen de overtredingen vast.
----------------------	---	---

Koninklijk besluit van 28 Juli 1906	uitgevaardigd ingevolge artikel 9 der wet en bepalende het stelsel toepasselijk op sommige klassen van werklieden, door de wet van 13 December 1889 beschermd : spiegel-nijverheid, kristalblazerij, holglas-blazerij, ruitenglasnijverheid.	Art. 13. — Degenen, die door de Regeering met het toezicht zijn belast, houden het oog op de uitvoering der wet en stellen de overtredingen vast.
Koninklijk besluit van 27 Mei 1907	uitgevaardigd ingevolge artikel 9, alinea 2, der wet en bepalende, wat aangaat de inrichtingen voor het verduurzamen van groenten, het stelsel toepasselijk op de werklieden beschermd door de wet van 13 December 1889.	—
Koninklijke besluiten van 15 April en van 18 Augustus 1907 en van 3 December 1910	uitgevaardigd ingevolge artikel 5, alinea 2, der wet, bepalende de klassen van handelsondernemingen waar het werk der nachtploegen tot den Zondag morgen 6 uur kan verlengd worden.	—

Werkplaatsreglementen.

Wet van 15 Juni 1896	op de werkplaatsreglementen.	Art. 14. — De afgevaardigden der Regeering waken over de uitvoering van de wet.
Koninklijk besluit van 4 September 1896	ter uitvoering van artikel 5 der wet.	—
Koninklijk besluit van 31 Mei 1899	houdende toepassing van de wet op de werkplaatsreglementen, op de ondernemingen waar ten minste vijf werklieden worden gebezigd.	—

Betaling van het loon en berekening van den arbeid.

Wet van 16 Augustus 1887 (aangevuld door de wetten van 15 en 17 Juni 1896 en van 31 Juli 1901)	betreffende de betaling van het loon aan de werklieden.	Wet van 11 April 1896, waarbij de afgevaardigden der Regeering bij het Arbeidstoezicht gelast zijn de uitvoering der wet na te gaan.
Wet van 30 Juli 1901	tot regeling van het berekenen van den arbeid der werklieden.	Art. 6. — De afgevaardigden der Regeering bij het arbeidstoezicht en de ijkers der gewichten en maten zijn gelast de uitvoering dezer wet na te gaan.
Koninklijk besluit van 1 October 1903	betreffende de toepassing van de wet van 30 Juli 1901 op de weverij.	—
Koninklijk besluit van 16 Juli 1905	betreffende de toepassing van de wet van 30 Juli 1901 op de weverij.	—

Gezondheid en veiligheid der werklieden.

Wet van 2 Juli 1899	betreffende de veiligheid en de gezondheid der werklieden, die in de nijverheids- en handelsondernemingen arbeiden.	Art. 3. — De afgevaardigden der Regeering voor het toezicht over de uitvoering der wet hebben vrijen toegang tot de lokalen gebezigd voor de onderneming.
Koninklijk besluit van 30 Maart 1905	tot vaststelling van de maatregelen, na te leven met het oog op de gezondheid en de veiligheid van de werklieden in nijverheids- en handelsondernemingen, onderworpen aan de wet van 24 December 1903.	Art. 56. — Aan de arbeidsopzieners en de afgevaardigden bij het arbeidstoezicht wordt het toezicht op de naleving van dit besluit opgedragen.

Koninklijk besluit van 31 Maart 1905	tot vaststelling van de bijzondere maatregelen welke dienen nageleefd in de bouwrijverheid voor bouw- en grondwerk in 't algemeen.	Art. 21. — Aan de arbeidsopzieners en de afgevaardigden bij het arbeidstoezicht wordt het toezicht op de naleving van dit besluit opgedragen.
Koninklijk besluit van 25 Juli 1910	betreffende het gebruik van loodwit voor huisschilderwerk.	Art. 19. — De arbeidsopzieners en de afgevaardigden bij het arbeidstoezicht zijn gelast voor de uitwerking van dit besluit te zorgen.
Koninklijk besluit van 20 November 1906 (gewijzigd bij koninklijk besluit van 7 September 1910)	tot vaststelling van de bijzondere maatregelen, welke dienen nageleefd in de ondernemingen voor het laden, lossen, herstellen en onderhouden der schepen.	Art. 46. — De arbeidsopzieners en de afgevaardigden bij het arbeidstoezicht zijn belast met het toezicht over de uitvoering van dit besluit.
Koninklijk besluit van 20 Augustus 1908	waarbij de ontsmetting van het haar, gebruikt in de borstelmakerijen, wordt voorgeschreven.	Art. 3 der wet van 2 Juli 1899. (Zie hierboven.)
Wet van 25 Juni 1905	waarbij wordt voorgeschreven zitplaatsen ter beschikking der vrouwelijke magazijnbedienden te stellen.	Art. 2. — Zij, die door de Regeering zijn aangesteld, hebben vrijen toegang tot de lokalen, die onder toepassing vallen van deze wet. Zij waken voor de uitvoering der wet.
Wet van 30 April 1909	betreffende de huisvesting van de werklieden welke op steenbakkerijen en werven werkzaam zijn.	Art. 3. — Zij, die door de Regeering zijn aangesteld om toezicht uit te oefenen op de uitvoering van deze wet, hebben vrijen toegang tot de lokalen.
Koninklijk besluit van 15 Juni 1910	waarbij de geschikte maatregelen worden voorgeschreven tot verzekering van de gezondheid, de veiligheid en de betamelijkheid van de lokalen, tijdelijk bestemd voor de huisvesting der werklieden gebruikt op steenbakkerijen en werven. (Zal in werking treden den 1 ^{en} Januari 1911.)	Art. 21. — De arbeidsopzieners en de afgevaardigden bij het arbeidstoezicht worden gelast toezicht op de uitvoering van dit besluit te houden.

Regelen betreffende de gerangschikte inrichtingen en de open groeven.

Bepalingen betreffende voornamelijk de openbare veiligheid, de openbare gezondheid en de openbare gerieflijkheid.

Koninklijk besluit van 29 Januari 1863	betreffende de wijze van toelating en het toezicht over de inrichtingen gerangschikt als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk.	Art. 14. — Het hooge toezicht over deze inrichtingen wordt uitgeoefend door de zorgen van beambten of agenten (thans de arbeidsopzieners en dezer afgevaardigden), daartoe afgevaardigd door den Minister van Binnenlandsche Zaken.
Koninklijk besluit van 31 Mei 1887	betreffende de gerangschikte inrichtingen onderworpen aan een meer eenvoudige wijze van machtiging.	—
Koninklijk besluit van 27 Maart 1891	rakende de oprichting van en het toezicht over de gerangschikte inrichtingen, door den Staat opgericht of in bedrijf genomen.	Art. 4. — Deze inrichtingen blijven onderworpen aan het hooge toezicht ingesteld bij artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 Januari 1863.
Koninklijk besluit van 26 Juni 1908	tot bepaling van het bijzonder stelsel voor de tijdelijk op te richten gerangschikte inrichtingen.	Artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 Januari 1863.
Koninklijk besluit van 13 Juli 1908	houdende voorschriften omtrent de kinematografen.	—

Bepalingen betreffende voornamelijk de gezondheid in de werkplaatsen en de bescherming der werklieden tegen de arbeidsongevallen.

Koninklijk besluit van 27 December 1886	betreffende de toelatingen wat aangaat de gerangschikte inrichtingen.	Art. 7. — De tusschenkomst van de inspecteurs der gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke gestichten kan gevorderd worden.
Koninklijk besluit van 21 September 1894 (dit besluit is nog slechts van toepassing op de gerangschikte inrichtingen die niet onderworpen zijn aan het algemeen reglement van 30 Maart 1903)	betreffende de gezondheid der werkplaatsen en de bescherming tegen de ongevallen.	Artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 Januari 1863.
Koninklijk besluit van 3 October 1898	waarbij de exploitanten der gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen zijn gehouden de noodige maatregelen te nemen om de eerste zorgen te verzekeren aan de werklieden die het slachtoffer zijn van arbeidsongevallen.	—
Koninklijk besluit van 28 October 1899	tot verzekering van de bescherming der werklieden, die in de nabijheid der groeven, in de ruitenglasblazen arbeiden.	—
Koninklijk besluit van 31 Mei 1887	houdende rangschikking der gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen (deze rangschikking werd gewijzigd door latere besluiten).	—

Bepalingen betreffende zekere nijverheidsbedrijven die bijzonderlijk ongezond zijn.

Koninklijk besluit van 25 Maart 1890, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 Februari 1895 en 17 November 1902	houdende regeling van het werk in de fabrieken van chemische stekjes.	Artikel 4 van het koninklijk besluit van 29 Januari 1863.
Koninklijk besluit van 18 April 1898, tot aanvulling en wijziging der besluiten van 25 Maart 1890 en 12 Februari 1895	houdende regeling voor het nemen van stalen van stekjesdeeg.	Art. 1. — De arbeidsopzieners zullen stalen dezer deegen in beslag nemen.
Koninklijk besluit van 8 Juli 1898	tot regeling van het nemen van stalen van chemische stekjes in depots of magazijnen.	Art. 1. — De arbeidsopzieners zullen overgaan tot het nemen van stalen der stekjes die hun als verdacht zouden voorkomen.
Koninklijk besluit van 5 November 1910	op het bereiden van loodwit en andere loodverbindingen (zal te rekenen van 1 Januari 1911 de koninklijke besluiten van 31 December 1894 en 17 November 1902, betreffende hetzelfde voorwerp, vervangen).	Art. 7. — De arbeidsopzieners en de afgevaardigden bij het arbeidstoezicht zijn gelast de uitvoering van dit besluit na te gaan.
Koninklijk besluit van 4 Februari 1895	betreffende de pokinenting van de werklieden welke tot behandeling der lampen gebezigd worden.	Art. 3. — De getuigsschriften van pokinenting en herinenting moeten bewaard worden ter beschikking van de agenten der overheid.

Open groeven.

Wet van 24 Mei 1898	op de politie van en het toezicht over de groeven.	
Koninklijk besluit van 16 Januari 1899	betreffende de politie van en het toezicht over de open groeven.	De artikelen 22, 23, 24 leggen het bestuurlijk toezicht op aan de ingenieurs der mijnen of aan de arbeidsopzieners, volgens de streken van het land.

Arbeidsovereenkomst.

Wet van 10 Maart 1900	op de arbeidsovereenkomst.	Zekere bepalingen van deze wet, die in overeenstemming dienen te worden gebracht met de bepalingen der wetten van 16 Augustus 1887 en 15 Juni 1896, betreffen het arbeidstoezicht.
-----------------------	----------------------------	--

Vergoeding wegens arbeidsongevallen.

Wet van 24 December 1903	op de vergoeding der schade voort- spruitende uit arbeidsongevallen.	Art. 24. — De aangifte van het ongeval wordt schriftelijk gedaan aan den arbeidsopziener. Blijkt het uit de aangifte, dat het hoofd der onderneming niet erkent dat deze wet van toepassing is op het aangegeven ongeval, dan stelt de arbeidsopziener een onderzoek in naar de oorzaken van het ongeval.
Koninklijk besluit van 20 December 1904	tot regeling der aangiften van ongevallen.	—

Arbeidstoezicht.

Wet van 5 Mei 1888	betreffende het toezicht over de ge- vaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen en betreffende de be- waking der stoomtuigen en stoom- ketels.	Art. 1. — De aangestelden der Regeering, belast met het toezicht over de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen, evenals de ambtenaren belast met de schouwing der stoomtuigen en stoomketels, hebben vrijen toegang tot de verschillende fabrieken, werkgestichten, enz.
Koninklijk besluit van 22 Oc- tober 1895	tot regeling van de wederzijdsche bevoegdheden van het Ministerie van Landbouw en van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid in zake van ge- rangschikte inrichtingen.	—
Koninklijk besluit van 22 Oc- tober 1895	houdende herinrichting van het ar- beidstoezicht en de gevaarlijke, on- gezonde of hinderlijke gestichten.	Dit besluit vermeldt de be- voegdheden van de arbeids- toezichters.
Koninklijk besluit van 14 Juni 1899	waarbij de arbeidstoezichers wor- den gelast over te gaan tot de be- proeving, welke de vaten, bestemd tot het inhouden van vloeibaar ge- maakt of samengedrukt gas, voor het vervoer moeten doorstaan.	—

Loodwit.

Wet van 20 Augustus 1909	op het gebruik van loodwit in schil- derwerk.	Art. 8. — De ambtenaren, door de Regeering aangewezen voor het toezicht op den arbeid, zijn bevoegd de overtredingen vast te stellen.
Koninklijk besluit van 20 Juli 1910	betreffende den verkoop, het vervoer en het gebruik van loodwit in poeder, in brokken of in brooden, voor an- dere doeleinden dan voor schilder- werk bestemd.	Art. 10. — De afgevaardigden van de Regeering voor het Arbeidstoezicht, zijn bevoegd de overtredingen te ontdekken.

2^{de} VRAAG.

Wat is, voor het 6^{de} district van het Arbeidstoezicht, bevattende Kortrijk, Thielt, Ieperen en Roeselaere, het getal bezochte inrichtingen en het getal harer werklieden?

De Middenafdeeling verlangt die getallen te kennen afzonderlijk voor de bestuursarrondissementen Kortrijk, Thielt, Ieperen en Roeselare.

ANTWOORD.

6^{de} district.

BESTUURSARRONDISSEMENTEN.	Getal bezochte inrichtingen.	Gezamenlijk getal werklieden.
Kortrijk	640	48,045
Thielt	281	3,890
Ieperen.	438	3,296
Roeselaere	682	43,647
Voor gansch het 6 ^{de} district . . .	2,041	38,878

3^{de} VRAAG.

In hoeveel werkplaatsen van het bestuursarrondissement Kortrijk wordt vlas gezwingeld?

Hoeveel arbeiders zijn daarbij werkzaam?

Worden al die werkplaatsen bezocht?

Heeft het arbeidstoezicht bevonden, dat daar wordt gewerkt op eene voor de gezondheid der arbeiders schadelijke wijze? Zoo ja, wat deed het om zulks te verhelpen?

ANTWOORD.

In het bestuursarrondissement Kortrijk wordt in 247 werkplaatsen vlas gebraakt door 7,180 arbeiders. Al deze inrichtingen staan onder toezicht.

Het braken en het uitkloppen van vlas verwekt veel stof.

Om deze bezwaren te verhelpen, eischt het arbeidstoezicht dat er luchtververschers worden geplaatst.

4^{de} VRAAG.

De Middenafdeeling verlangt te weten hoe de Regeering het krediet van 360,000 frank, dat is voorzien bij het nieuw artikel 53, wil verdeelen.

ANTWOORD.

De verdeling, door mijn Departement voorloopig vastgesteld, rekening gehouden met de ramingen, is nagenoeg de volgende :

Tentoonstelling te Charleroi, 200,000 frank.

Tentoonstelling te Turijn, 160,000 frank.

5^{de} Vraag.

Kan de achtbare Minister aan de Middenafdeeling zeggen welke Regeeringen toelagen verleen en aan de kassen tot verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid en hoeveel deze tegemoetkoming bedraagt?

ANTWOORD.

I. *Frankrijk*. — Sedert 1905 wordt jaarlijks op Staats begrooting uitgetrokken een krediet van 110,000 frank, bestemd om als toelage te worden geschonken aan de kassen tot onderstand tegen onvrijwillige werkloosheid. In 1909 werd op die som 42,019 frank uitgegeven.

II. *Denemarken*. — Eene wet van 9 April 1907 voorziet de toekenning, door den Staat, van toelagen aan de beroepskassen tegen werkloosheid.

De toelagen, door de Regeering betaald krachtens die wet, beliepen, in 1908-1909, 576,159 kronen.

III. *Noorwegen*. — Eene wet van 12 Juni 1906 verplicht den Staat tot bekostiging van een vierde der uitgaven, door de vakverenigingen gedaan voor de kassen tegen werkloosheid. De Regeering heeft echter het recht, twee derden van de tegemoetkoming te verhalen op de landelijke districten en de stedelijke gemeenten waar de werkloozen zes achtereenvolgende maanden hebben verbleven gedurende de laatste vijf jaren.

Twee jaren lang bleef deze wet als 't ware niet toegepast, daar de beroepskassen tegen werkloosheid niet wilden voldoen aan de gestelde vereischen.

Eene latere wet van 25 Juli 1908 bracht er zekere wijzigingen in; Staats tegemoetkoming werd verhoogd tot op een derde en nu schijnen de belanghebbende vereenigingen meer geneigd, toelagen aan den Staat te vragen.

Bij de wetenschap van mijn bestuur, werd het bedrag van de toelagen, door de Regeering verleend ter uitvoering van die wetten, tot hiertoe niet bekendgemaakt.

IV. *Groothertogdom Luxemburg*. — Sedert 1905 werd elk jaar door de Kamer der Afgevaardigden een krediet van 1,500 frank toegestaan als tegemoetkoming voor de kassen van verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid.

V. *Nederland*. — In 1907 werd door de Regeering ingediend een ontwerp van wet strekkende om den Staat jaarlijks te laten beschikken over een krediet van 6,000 gulden, als vergoeding voor de gemeenten die uitgaven deden wegens verzekering tegen werkloosheid.

VI. *Italië*. — Dit jaar stemde de Kamer der Afgevaardigden een wetsontwerp waarbij de Regeering kan beschikken over 100,000 lire, ten einde

toelagen te verstrekken aan de kassen tegen onvrijwillige werkloosheid. Dit ontwerp werd nog niet bekrachtigd door den Senaat.

* * *

De Middenafdeeling, belast mét het onderzoek der Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor 1910, deed door de Kamer, in gemeen overleg met den Minister, een nieuw artikel aannemen, luidende :

» Art. 54. — Kosten van uitgave van het verslag der Bijzondere Commissie, door den Minister in te stellen om, in 1910, te onderzoeken de schade berokkend aan de arbeiders door het bakkers- en pasteibakkers-bedrijf, en de middelen om de aangeklaagde misbruiken te weren :
» 1.000 frank. »

Onze Middenafdeeling vroeg den achtbaren Minister hoe het gesteld is met de studiën van de door hem ingestelde Commissie. Zij kreeg het volgende antwoord :

Brussel, 20 December 1910.

Den heere Verhaegen, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, verslaggever der Middenafdeeling belast met het onderzoek der Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1911, te Gent.

MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

Het onderzoek, voorzien bij artikel 54 der Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het jaar 1910, is aangevangen op 7 Juli laatstleden; om er volstreekte eenheid in te brengen, werd het opgedragen aan den centralen dienst van het Arbeidstoezicht.

Nagenoeg 180 inrichtingen, verdeeld over de arrondissementen Brussel, Luik, Verviers en Kortrijk, werden sedert dien datum bezocht. Daar een aanmerkelijk verschil in de inrichting van den arbeid werd waargenomen en verschil van opvatting bestond tusschen werkgevers en arbeiders over de voorgestelde maatregelen, dient de studie te worden voortgezet in de overige groote centraums des Rijks.

Ondanks de talrijke uiteenlopende vraagstukken in den loop van het onderzoek opgeworpen, is het te voorzien dat dit onderzoek kan afloopen binnen een tijdsbestek van zes maanden.

Gelief, Heer Verslaggever, de betuiging mijner hoogachting te aanvaarden.

De Minister,

ARM. HUBERT.

Kon het verslag over het onderzoek niet worden uitgegeven terzelfder tijd als het ontwerp van Begrooting van Nijverheid en Arbeid voor 1911,

toch wordt de studie door het Arbeidstoezicht voortgezet in de groote centra des lands. Alles laat hopen dat zij de door de christelijke syndicaten van bakkersgasten opgeworpen vraagstukken in 't volle licht zal stellen. Men weet dat deze syndicaten zich hebben gewend tot de Kamer, terwijl andere syndicaten een beroep deden op de openbare meening om door eene wettelijke regeling van den arbeid in de bakkerijen en broodfabrieken te geraken tot de afschaffing van nachtwerk en Zondagswerk, behalve in gansch uitzonderlijke omstandigheden.

*
* *

Met genoegen vernam de Middenafdeeling, dat de achtbare Minister aan den Hoogen Arbeidsraad het vraagstuk van het *gemeenschappelijk arbeidscontract* heeft voorgelegd.

Met dit initiatief wenscht zij hem geluk. Zij hoopt dat de Belgische wet eerlang aan de belanghebbenden, hoofden van onderneming en werklieden, het middel zal verschaffen om de betrekkingen tusschen kapitaal en arbeid op deze nieuwe wijze te regelen.

De Begrooting werd, op één stem na, bij eenparigheid der aanwezige leden aangenomen.

De Verslaggever,

VERHAEGEN.

De Voorzitter,

COOREMAN.

